

Avenant n° 54 du 5 janvier 2023

à l'annexe I de la convention collective
relative aux salaires minima mensuels

NOR : ASET2350280M

IDCC : 112

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNIL,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

CFTC CSFV ;

FNAA CFE CGC ;

FGA CFDT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Vu les dispositions de l'accord du 05 janvier 2023 portant sur les rémunérations conventionnelles dans la transformation laitière, la convention collective nationale de l'industrie laitière (IDCC 112) est mise à jour par le présent avenant technique,

Article 1^{er} | Modification de l'annexe I de la convention collective nationale de l'industrie laitière (IDCC 112) relative aux salaires minima mensuels

À compter du 1^{er} janvier 2023, l'annexe 1 de la convention collective nationale de l'industrie laitière est modifiée comme suit :

« Annexe 1 à la CCN de l'industrie laitière (modifiée par l'avenant n° 54 du 5 janvier 2023)

Salaires minima mensuels conventionnels

Les salaires minima mensuels, tels que prévus par l'article 6.2 des dispositions communes de la convention collective nationale, sont ainsi déterminés, au 1^{er} janvier 2023, pour un travail à temps complet :

(Voir page suivante.)

(En euros.)

	Niveau	Échelon	Montant
Ouvriers/employés	1	1	1 716,00
		2	1 726,00
	2	1	1 736,00
		2	1 746,00
		3	1 756,00
	3	1	1 756,00
		2	1 766,00
		3	1 776,00
	4	1	1 776,00
		2	1 786,00
		3	1 797,00
	5	1	1 797,00
		2	1 810,00
		3	1 823,00
TAM	6	1	1 823,00
		2	1 913,00
		3	2 003,00
	7	1	2 003,00
		2	2 103,00
		3	2 203,00
	8	1	2 203,00
		2	2 315,00
		3	2 472,00
Cadres	9	1	2 472,00
		2	2 752,00
	10	-	3 362,00
	11	-	4 053,00
	12	-	4 638,00

Article 2 | Dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Les parties signataires soulignent que les dispositions du présent avenant portant sur les rémunérations conventionnelles s'appliquent à l'ensemble des entreprises du champ de l'industrie laitière, dont celles de moins de 50 salariés.

Article 3 | Demande d'extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la direction générale du travail du ministère du travail, du plein emploi et de l'insertion.

Fait à Paris, le 5 janvier 2023.

(Suivent les signatures.)